

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2886 - MARDI 11 AVRIL 2017

MONNAIE

Le FMI et le risque de dévaluation
du franc CFA en zone Cémac

Plongés dans la récession économique inhérente à la baisse des cours des matières premières dont le pétrole, les pays d'Afrique centrale cristallisent l'attention.

À la question de savoir si le programme de redressement économique en cours de négociation entre le Fonds monétaire international (FMI) et les pays d'Afrique centrale peut lever les inquiétudes sur une éventuelle dévaluation du franc CFA émis par la BEAC, Kalonji Kadima, représentant résident du Fonds au Cameroun souligne qu'«il est important, à travers les programmes de redressement économique, de pouvoir s'assurer et de reconstituer les réserves internationales de la sous-région qui ont fortement baissé du fait de la chute des prix du pétrole».

Page 16

FONCTION PUBLIQUE

Plus de 13 mille agents fictifs
détectés

Au cours de sa réunion, la Commission interministérielle sur le recensement administratif des fonctionnaires a déclaré avoir descélé plus de 13 mille agents fictifs sur les 80.000 qui émargent au budget de l'Etat.

« L'Etat va procéder, à la fin du mois, au retrait du fichier de la solde des agents décédés, ceux qui ont fait valoir leur droit à la retraite et d'autres qui perçoivent indûment des indemnités et des primes auxquelles ils n'ont pas droit. Pour ce dernier cas de figure,



Les ministres des Finances et de la Fonction publique il est envisagé le remboursement de trop-perçu », a annoncé la Commission.

Page 4

AMÉNAGEMENT URBAIN

Quatre quartiers de
Brazzaville et Pointe-Noire
à moderniser

En vue d'assainir et moderniser les villes congolaises, les quartiers Moukoundzi-Ngouaka et Soukissa à Brazzaville, Mboukou et Tsagambi à Pointe-Noire, ont été sélectionnés pour bénéficier en premier des fonds alloués par la Banque mondiale et le Congo, dans le cadre du projet développement urbain et de restructuration des quartiers précaires, officielle-

ment lancé hier. « En ces temps de précarité économique, et si l'on considère que 70% de sa population est urbaine, il est possible que le Congo utilise l'urbanisation pour relancer sa croissance économique et créer des emplois pour les plus jeunes », a indiqué le ministre de l'Aménagement du territoire, Jean Jacques Bouya au lancement du projet. Page 2

MUSIQUE

Zao affiche carton plein
à l'IFC pour ses 35 ans
de carrière

C'est dans une salle de l'Institut français du Congo (IFC) remplie par un public métissé et tous âges composé d'Africain, Européen et Asiatique que l'artiste musicien Casimir Zoba dit Zao a donné un merveilleux concert pour commémorer ses 35 ans de car-

rière musicale, le 8 avril 2017.

Page 16

CONGO-RWANDA

Les réfugiés et l'ambassade
rwandaise à Brazzaville ne parlent
pas le même langage

L'Association des étudiants réfugiés rwandais au Congo a dénoncé dans une déclaration qu'elle a rendue publique, le 6 avril, des actes d'intimidation dont seraient victimes ses membres depuis quelque temps et en impute la responsabilité à l'ambassade de leur pays installée dans la capitale congolaise. Des accusations rejetées par Jean-Baptiste Habyarimana, ambassadeur du Rwanda au Congo, pour qui la représentation diplomatique n'est en rien concernée par cette situation et rappelle par ailleurs que la cessation du statut de réfugiés de ses compatriotes interviendra le 31 décembre 2017. Page 7

FORUM DE L'ORIENTATION UNIVERSITAIRE

La FPA se donne
rendez-vous en 2018

Page 5

FOOTBALL PROFESSIONNEL

Bientôt l'implantation
d'un centre de préformation
à Brazzaville par l'Italie Page 11ÉDITORIAL
Question

Page 2

ÉDITORIAL

Question

Pourquoi diable ! Frédéric Bintsamou, qui a de nombreux morts sur la conscience et dont les bandes sèment la terreur dans une petite partie du département du Pool, n'a-t-il pas été mis jusqu'à présent hors d'état de nuire ? Cette question de plus en plus de citoyens congolais se la posent à juste titre et avec une inquiétude croissante car elle soulève trois problèmes auxquels il devient urgent, très urgent d'apporter des solutions concrètes.

° Le premier est l'état d'insécurité dans lequel vivent depuis plusieurs mois des milliers de nos concitoyens. Chassés de leurs villages, placés sous la menace constante d'agressions meurtrières, ne pouvant ni se déplacer, ni se soigner, ni même éduquer leurs enfants ils subsistent dans un état de non droit qui est insupportable à tous égards.

° Le deuxième problème est de nature économique. Il s'aggrave au fil des jours et touche une grande partie du territoire national puisque le Chemin de fer Congo Océan, qui assurait quotidiennement la liaison Brazzaville-Dolisie-Pointe Noire, est totalement paralysé. S'il n'est pas résolu rapidement il pénalisera très lourdement l'ensemble des activités nationales.

° Le troisième problème est politique. Comment, en effet, pourrions-nous choisir dans les semaines à venir nos députés et nos élus locaux si une partie du Pool n'est pas en mesure de le faire et si tous les citoyens ne peuvent pas déposer librement leurs bulletins dans l'urne ? Le Congo ne saurait être une vraie démocratie si une partie de sa population ne peut pas se prononcer sans entrave.

Notre pays ayant démontré, il y a dix-huit ans, qu'il était capable de faire taire les armes et de neutraliser ceux qui tentaient de les utiliser pour imposer la loi de la violence les autorités de la République doivent impérativement mettre un terme à la cavale du « fou de Dieu » qui sème la terreur partout où il passe. Il y va de sa paix intérieure, bien sûr, mais aussi de sa crédibilité internationale que les désordres commis dans le Pool affaiblissent aujourd'hui dangereusement.

Il y a indiscutablement urgence !

Les Dépêches de Brazzaville

URBANISATION

Quatre quartiers précaires des villes du Congo seront aménagés

Des populations vivant dans les quartiers Moukoundzi-Ngouaka et Soukissa respectivement dans le 1^{er} et le 5^e arrondissement de Brazzaville et celles de MBoukou et Tsagambi (3^e et 4^e arrondissement) à Pointe-Noire vont dans les prochains jours accéder à l'eau et l'électricité.

Le ministre de l'Aménagement du territoire et des grands travaux, Jean Jacques Bouya, a lancé le 10 avril à Brazzaville, le projet de développement urbain et de restructuration des quartiers précaires des villes de Brazzaville et Pointe-Noire.

En vue de sa mise en œuvre, la Banque mondiale (BM) apportera 80 millions de dollars et le gouvernement congolais 40 millions de dollars soit, plus de 600 milliards FCFA. D'une durée de mise en œuvre de cinq ans, ce projet va également renforcer les capacités de gestion municipale des autorités nationales et locales et, permettra au Congo de disposer d'un schéma d'aménagement du territoire. « *Aucun pays*

au monde ne s'est développé sans s'urbaniser. Ce processus de restructuration au terme duquel une cible de 65.000 habitants sera atteinte, dans un environnement de 420 hectares dédiés, ne sera pas évidemment sans aménité sur la santé des populations », a déclaré le ministre de l'Aménagement du territoire et des grands travaux, Jean Jacques Bouya, au lancement du projet. « *En ces temps de précarité économique, et si l'on considère que 70% de sa population est urbaine, il est possible que le Congo utilise l'urbanisation pour relancer sa croissance économique et créer des emplois pour les plus jeunes* », a relevé ce dernier.

Pour la ministre du Plan et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ebouka-Babakas, ce projet vient compléter les actions entreprises dans le cadre du Projet eau, électricité et développement urbain (Peedu), ayant pour objectif de faciliter l'accès des habitants aux services et infrastructures de base. Elle a, par la même occasion, rassuré

la BM de l'attention particulière avec laquelle son département assurant la présidence du comité de pilotage dudit projet, veillera au respect de l'accord de financement.

Le représentant résident de la BM au Congo, Djibrilla Issa, a, quant à lui, souligné qu'il est essentiel pour les décideurs d'investir dans la planification urbaine pour que les villes soient inclusives. En investissant dans les villes de Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie, le Congo peut toucher plus de 60% de sa population. Notons que le Congo est l'un des pays les plus urbanisés de l'Afrique subsaharienne avec un taux d'urbanisation de 43%. Ce fort taux pose des problèmes de spéculation foncière, d'explosion d'habitations précaires et d'accès aux services sociaux de base. Les maires des deux villes concernées ont pris part à la cérémonie de lancement de ce projet qui s'inscrit dans le cadre de la campagne sur le développement urbain que mènent le gouvernement congolais et la BM, depuis le 4 avril dernier.

Lopelle Mboussa Gassia

TCHIKAPIKA

Le député suppléant bat en brèche les déclarations portées contre lui

En réponse au président de l'Association du développement de la terre Tongo (ADDT) de Tchikapika, Jean Didier Elongo le citant comme un des responsables du courant hostile à la candidature de son titulaire dans cette circonscription, le député suppléant, Fulbert Ekondi, a rejeté, dans une mise au point, ces déclarations portées sur sa personne.

Ce dernier a tenu à porter un démenti aux propos du président de l'ADDT le citant, lors d'une assemblée générale le 4 avril, comme un des meneurs d'une frange hostile à Jean Jacques Bouya.

Le député suppléant qui récuse

ces allégations rend plutôt Jean Didier Elongo seul responsable du « discrédit » porté sur son titulaire, précisant qu'il n'est certes pas membre de cette association mais demeure fidèle et loyal à son titulaire qui de surcroît est membre du bureau politique du PCT et au nom de qui il siège à l'Assemblée nationale.

« *Le camarade Jean Didier Elongo portera seul le fardeau de la campagne de dénigrement du député titulaire qu'il vient de lancer maladroitement* », a-t-il indiqué, précisant qu'il ne lui appartenait pas le pouvoir de juger un bilan qui leur est commun.

Par ailleurs, évoquant la reconduction ou non de la candidature du député sortant aux prochaines législatives, Fulbert Ekondi a estimé que ce n'est pas du ressort d'un individu, fut-il membre du comité central du parti.

« *La demande formulée par ce camarade à l'endroit du parti de former un autre couple à Tchikapika est une gajure. Je lui demande cordialement de ne pas s'écarter de l'orientation du parti en matière de désignation des candidats, au lieu de s'afficher comme le plus commun diviseur des fils et filles de Tchikapika* ».

La Rédaction

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI :
Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERES

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production :

Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SANTÉ PUBLIQUE

La dépression, deuxième cause de décès chez les jeunes

La ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, l'a indiqué lors des réflexions scientifiques ayant ponctué la célébration de la Journée mondiale de la santé à Brazzaville, le 7 avril, sur le thème : « La dépression : parlons-en ». « Il s'agit d'une maladie qui dans le pire des cas pousse au suicide », a-t-elle souligné.

La dépression est un trouble mental grave et complexe qui se manifeste, entre autres, par une tristesse persistante, une incapacité d'accomplir les tâches quotidiennes, une perte d'énergie, l'insomnie ou l'hyposomnie... La maladie a pour causes la pauvreté, le chômage ainsi que de multiples problèmes sociaux comme le décès d'un proche, une rupture sentimentale. Le professeur Alain Mouanga, chef de service de psychiatrie au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU) a techniquement résumé cela en ces termes : « La dépression est un trouble affectif qui se caractérise par la tristesse pathologique avec risque de suicide, le ralentissement psychique et moteur ainsi que des signes physiques et somatiques », a-t-il fait savoir en soulignant que la dépression cause 125 suicides par an à Brazzaville avec 25% de consultation psychiatrique. Le chef de service de psychiatrie du CHU a en effet largement exposé sur la maladie pour contribuer à une meilleure connaissance de la

dépression en milieu congolais, identifier les forces et faiblesses du dispositif national de prise en charge en proposant des pistes de réflexions et de solutions. « Les psychothérapies, le sport, l'hygiène de vie, les ressources familiales et communautaires sont des éléments de prise en charge non médicamenteuse », a expliqué le professeur Alain Mouanga.

La Journée mondiale de la santé a coïncidé avec la célébration des 69 ans d'existence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), créée le 7 avril 1948. Ainsi, la représentante de la structure au Congo, Fatoumata Binta Diallo n'a pas manqué à dire à l'occasion. Dans son mot de circonstance, elle a souligné que la dépression représente la 2ème cause d'incapacité ou d'handicap après les maladies cardiovasculaires. Près de 350 millions de personnes de tout âge sont touchées par cette maladie, soit 4% de la population mondiale. « Malheureusement, la région africaine paie le lourd tribut avec 30 millions de per-



La ministre de la Santé, la représentante de l'OMS et la conseillère en santé du chef de l'Etat lors des travaux. Crédit photo Adiac

sonnes touchées », a indiqué Fatoumata Binta Diallo. L'incidence de la maladie, a-t-elle poursuivi, varie selon l'âge. Elle sévit avec acuité entre 55 et 74 ans et peut conduire au suicide particulièrement chez les adolescents de 15 à 29 ans avec plus de 800.000 décès par an dans le monde soit environ 1 décès toutes les 40 secondes. Pour prévenir et lutter contre les maladies mentales, la dépression y compris, l'OMS a formulé quelques recommandations à travers la déclaration de Brazzaville sur les maladies non transmissibles. Il s'agit

notamment de faire de la santé mentale une priorité de santé publique, d'intensifier les campagnes de sensibilisation, de mettre en place des programmes psychosomatiques et réadaptation à assise communautaire, d'étendre la couverture en services de prise en charge des troubles mentaux, d'allouer les ressources humaines et financières suffisantes car il est prouvé que l'affectation de 1000FCFA dans le traitement de la dépression génère un gain de 5000FCFA en terme de meilleur en capacité à travailler, selon Fa-

toumata Binta Diallo.

« Le gouvernement congolais s'attelle à améliorer la prise en charge et les conditions d'accueil des malades mentaux. C'est tout le sens de notre visite cette année du service de psychiatrie du CHU », a expliqué la ministre Jacqueline Lydia Mikolo. Elle a par ailleurs saisi l'occasion pour annoncer que sous peu, un programme national pour la promotion des maladies mentales verra le jour. Les travaux d'implémentation sont très avancés.

Rominique Nerplat Makaya

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Le Pade II en cours de préparation

La deuxième phase du Projet d'appui à la diversification de l'économie (Pade) mettra un accent particulier sur l'amélioration du climat des affaires puis la compétitivité des Petites et moyennes entreprises.

Le chef de mission de la Banque mondiale (BM), Lorenzo Bertolini l'a annoncé au directeur de cabinet de la ministre du Plan, le 7 avril à Brazzaville, à l'issue d'une mission de supervision du Pade I et de préparation du Pade II. « A la demande du gouvernement, la BM a mobilisé une mission d'identification d'un programme relai. On a travaillé avec des acteurs des secteurs public et privé, ainsi que les partenaires techniques et financiers du Congo pour identifier les contours de cette nouvelle opération », a indiqué Lorenzo Bertolini.

Précisant : « Nous avons fait un travail de fonds et installé les bases. Dans les prochains mois, nous passerons à l'élaboration détaillée des différentes composantes de ce projet avec l'équipe gouvernementale ».

Selon Joseph Mbossa, coordonnateur du Pade, la deuxième phase dudit projet devra tirer profit de tous les atouts du Pade I, afin de mettre en ordre de production, certaines entreprises qui doivent être compétitives avec un climat d'affaires suffisamment attractif, de façon à cibler le marché national, amoindrir les importations et exporter pour améliorer la balance commerciale du pays.

Plus déterminant avec des ressources un peu plus importantes, le Pade II devra porter à l'échelle internationale et nationale, l'ensemble des mécanismes et outils expérimentés dans la première phase.

Le Pade II devra accélérer la cadence

Après l'entretien avec le directeur de cabinet de la ministre du Plan, l'équipe de la BM conduite cette fois-ci par le coordonnateur résident de cette institution au Congo, Djibrilla Issa, a conféré avec la ministre des PME, Yvonne Adélaïde Mougani. Au centre de leurs échanges, l'engagement du Congo et de la BM de passer au Pade II. « Il y a des investissements de l'ordre de 70 millions de dollars qui avaient été mobilisés à travers le Pade ; des PME ont reçu des formations qui se sont développées en partenariat avec Total. Il faudrait maintenant accélérer la cadence, redoubler d'efforts », a signifié Djibrilla Issa. Cofinancé à part égale (50%) par le gouvernement congolais et la Banque mondiale (BM) depuis 2011, le Pade I va se clôturer en décembre prochain. D'après ses deux signataires, le projet a atteint ses objectifs. Le climat des affaires est de plus en plus connu, le fonds d'appui à coûts partagés suffisamment expérimenté.

En ce qui concerne la promotion proactive des investissements hors pétrole, des partenariats stratégiques ont été expérimentés via des projets ayant permis de vendre le Congo comme un véritable pays d'affaires où le secteur privé devrait jouer son rôle moteur dans le cadre du développement.

Lopelle Mboussa Gassia et Rosalie Bindika

ZONE ÉCONOMIQUE DE POINTE-NOIRE

Bientôt la validation de la planification spatiale industrielle

Le vice-président de China overseas infrastructure development and investment corporation limited (COIDIC), Yuan Jafi, a annoncé le 7 avril à Brazzaville le départ des experts congolais en Chine en vue de la validation de la planification spatiale industrielle de la zone économique spéciale de Pointe-Noire.

Il s'est exprimé à la presse, au terme d'un entretien avec le ministre des Zones économiques spéciales, Alain Akouala Atipault.

« Nous avons parlé du développement de la zone économique spéciale de Pointe-Noire. Nous avons déjà réalisé un projet de la planification spatiale industrielle. Nous invitons les experts congolais à se rendre à Beijing pour discuter de la troisième phase de cette planification », a indiqué M. Yuan Jafi.

Le séjour de la délégation de COIDIC à Brazzaville précède celui de la commission des réformes de Chine qui arrivera prochainement en terre congolaise. COIDIC est un instrument technique du Fonds Chine-Afrique de développement qui avait signé un accord avec la partie congolaise. « M. Yuan est venu nous présenter l'évolution de l'étude de la zone économique spéciale de Pointe-Noire. C'est-à-dire, ce que nous avons fait de notre côté, en l'occurrence le travail de terrain réalisé à Pointe-Noire. Le bornage, la délimitation, l'identification, le



Le ministre Alain Akouala Atipault échangeant avec la délégation chinoise (DR)

recensement des personnes qui sont sur ce site », a expliqué le ministre Akouala Atipault.

Il a ajouté que la prochaine opération sera l'enquête parcellaire qui conduira à l'évaluation des expropriations. Selon lui, le Congo voudrait savoir le modèle de développement, notamment la planification spatiale industrielle, les filières à développer, le nombre d'emplois à générer de manière précise et l'impact sur la richesse nationale.

Le projet de création des Zones économiques spéciales (ZES) au Congo vient de franchir une étape cruciale, notamment avec l'adoption par le gouvernement en conseil des ministres du projet de loi régissant les ZES.

Il ne reste plus qu'à l'Assemblée nationale et au Sénat d'emboîter le pas avant la promulgation de cette loi. De l'autre côté, la partie chinoise procédera à la présentation au gou-

vernement congolais des études définitives du projet de la zone économique spéciale de Pointe-Noire, avant le démarrage des travaux de terrassement et d'aménagement du site.

Le projet des ZES vise, entre autres, à promouvoir l'exploitation, l'utilisation et la transformation des matières premières locales, à favoriser le transfert de technologie et à diversifier l'économie congolaise. Dans sa phase de croisière, ce projet permettra de créer quelque 100.000 emplois directs et indirects, à en croire le gouvernement congolais.

Hormis Pointe-Noire, le gouvernement congolais prévoit d'implanter les zones économiques spéciales dans d'autres villes du pays, notamment à Brazzaville, Ouessou (département de la Sangha), et Oyo-Ollombo dans les départements des Plateaux et de la Cuvette.

Christian Brice Elion

RECENSEMENT DES FONCTIONNAIRES

L'Etat va récupérer près de 10 milliards sur les salaires fictifs

Le nombre des fonctionnaires recensés actuellement est de 66.422, contre 80.000 qui émargent à la solde estimée à 52 milliards. La commission interministérielle chargée du traitement des résultats du recensement des agents civils de l'Etat a décidé de suspendre, dès ce mois d'avril, les salaires, indemnités et primes jugés frauduleux.

Sous la coprésidence du ministre de la Fonction publique et de la réforme de l'Etat, Aimé Ange Wilfrid Bininga, et du ministre des Finances, du budget et du portefeuille public, Calixte Nganongo, la commission technique chargée du traitement des résultats du recensement s'est réunie le 8 avril dernier, à Brazzaville, pour prendre des mesures par rapport aux premiers résultats disponibles.

L'Etat va procéder à la fin de ce mois « au retrait du fichier de la solde des agents décédés, ceux qui ont fait valoir leurs droits à la retraite et d'autres qui perçoivent des indemnités et des primes auxquelles ils n'ont pas droit. Pour ce dernier cas de figure, la commission envisage le remboursement du trop-perçu », a ainsi décidé la commission à l'issue des travaux.

Cette opération d'assainissement du fichier de la Fonction publique et de la solde pourrait réduire, selon un cadre du ministère des Finances, la masse salariale du Congo en dessous de 45



Les ministres Aimé Ange Wilfrid Bininga et Calixte Nganongo (DR)

milliards. Ces mesures concernent plus de 1.019 agents de l'Etat qui perçoivent indûment les primes et indemnités allouées à leurs anciennes fonctions. Plusieurs cas de doubles salaires ont été découverts dans les établissements sanitaires dont le CHU, et les grandes entreprises comme la SNPC, la SNE et la SNDE.

Parmi les 1500 agents de l'Etat en instance d'affectation, ayant abandonné leurs postes depuis plus de dix mois, continuent de percevoir illégalement leurs salaires. Le ministère de la Fonction publique et celui des Finances sont principalement cités. D'autres

agents sont surpayés, par rapport à leurs grades réels, notamment dans la Force publique.

S'agissant des autres questions examinées, par exemple, la prime de transport allouée aux agents de l'Etat, la Commission a recommandé une réécriture du texte réglementaire y relatif. Le fichier des allocations familiales est jugée non fiable à cause de la falsification des actes d'état civil.

Les travaux de la Commission se poursuivent. Pour les fonctionnaires non recensés jusqu'alors, la commission a annoncé qu'elle va geler leurs salaires à partir du mois de mai 2017.

Fiacre Kombo

Mise au point du directeur technique de la SNDE

Suite à la publication de l'article intitulé « La SNE en partie responsable des contreperformances de la SNDE » dans le journal Les Dépêches de Brazzaville n°2885 du lundi 10 avril 2017, le directeur technique de la Société nationale de distribution d'eau (SNDE), Antoine Olea, nous a fait parvenir une mise au point que voici :

« La SNE tout comme la SNDE sont deux sociétés sœurs qui ont des aléas mêmes types techniques d'exploitation. Si contreperformance, il y a à la SNDE, le tort ne peut être imputé à la société sœur qui se déploie de beaucoup pour appuyer la SNDE en garantissant préférentiellement la fourniture de l'électricité dans toutes nos unités de production d'eau potable dans tout le territoire où elle est présente.

Pour la ville de Brazzaville même en cas d'aléas techniques, la SNE a toujours privilégié les quatre unités d'eau de la SNDE de Djiri et du Djoué au même titre que les autres points sensibles tels les hôpitaux. C'est ce genre d'appui que depuis deux semaines la SNE est à notre chevet pour les soucis que la SNDE a au niveau de ses deux usines du Djoué.

Cependant pour le cas de la ville de Pointe-Noire, le système de production d'eau est différent de celui de Brazzaville qui a des usines bien ciblées. Pointe-Noire c'est plutôt une alimentation en eau exclusivement par forage et ceci pour un nombre de 25 disséminés dans l'ensemble des quartiers de la ville. Les plus productifs sont aux quartiers Tchali avec groupe électrogène, Mongo-Kamba (avec groupe électrogène) et Mpaka. Là aussi, la SNE a toujours fait l'essentiel pour garantir le fonctionnement en cas de perturbation de la fourniture d'électricité.

Je puis rassurer le journal "Les Dépêches de Brazzaville" que la SNE n'est en rien dans les contreperformances de la SNDE, si contreperformances il y a. Son appui est considérable, jusqu'à ce jour la SNDE comme tout autre client n'a jamais connu la suspension de la fourniture d'électricité dans ses installations pour non paiement. ».

Lundi 10 avril 2017

Antoine Olea.



AVIS INTERNATIONAL DE PREQUALIFICATION POUR LE RECRUTEMENT D'UN OPERATEUR EN CHARGE DE L'EXPLOITATION, LA MAINTENANCE, ET LA COMMERCIALISATION DU RESEAU DE TELECOMMUNICATION EN FIBRE OPTIQUE DU PROJET CENTRAL AFRICAN BACKBONE(CAB) CONGO

1. La République du Congo a signé un accord de prêt avec l'Association Internationale de Développement (IDA) pour la mise en œuvre de la troisième phase du programme sous régional de dorsale de télécommunications haut débit à fibre optique « Central African Backbone », composante République du Congo et entend confier, à un opérateur ou groupe d'opérateur : l'exploitation, la maintenance et la commercialisation, du réseau de télécommunication en fibre optique selon un modèle de délégation de service public.

Ce réseau en cours de construction assurera la liaison Pointe-Noire-Mbinda frontière Gabon.

2. La pré-qualification objet de cet avis vise à identifier les potentiels soumissionnaires qui offrent des garanties techniques et financières suffisantes, et qui ont la capacité d'assurer la continuité du service public dont ils seront délégataires.

3. La pré-qualification se déroulera conformément aux procédures de pré-qualification spécifiées dans les Directives : passation des marchés financés par les prêts de la BIRD et les crédits de l'IDA de la Banque mondiale, édition courant (janvier 2011).

4. Les candidats intéressés admissibles peuvent obtenir de plus amples renseignements et se procurer le document de pré-qualification auprès

de l'unité de gestion du projet dont l'adresse figure ci-dessous en faisant la demande écrite (courrier ou courriel).

Seuls les candidats pré-qualifiés recevront le dossier d'appels d'offres pour soumettre leur proposition technique et financière.

5. Les dossiers de candidature pour la pré-qualification cachetés, doivent être délivrés selon la forme requise par le dossier de pré-qualification au plus tard le 25 mai 2017 à 15 H 00 GMT à l'unité de coordination du projet avec la mention offre de pré-qualification pour l'exploitation, la maintenance et la commercialisation, du réseau de télécommunication en fibre optique, tronçon Pointe-Noire Mbinda à l'attention de :

Monsieur le Coordonnateur du Projet CAB-CIT
Rue LOCKO Isaac, derrière l'Ambassade des Etats Unis
Tél. (242) 06 835 00 41

E-mail: contact@cabcongo.com / omfnadin@gmail.com
Centre-Ville/Brazzaville-CONGO

Fait à Brazzaville le 09 avril 2017

Le Coordonnateur
Yvon Didier MIEHAKANDA

FONDATION PERSPECTIVES D'AVENIR

La 3^e édition du Foup se tiendra à Brazzaville en 2018

Fort du succès enregistré lors de la 2^e édition du Forum de l'orientation universitaire et professionnelle (Foup), organisée du 6 au 8 avril à son siège à Brazzaville, la Fondation perspective d'avenir (FPA) a annoncé la tenue d'une 3^e édition l'année prochaine

Placée sur le thème : « Se former avec une perspective d'emploi », la 2^e édition du Foup a tenu toutes ses promesses. En effet, cette rencontre a permis à 23 opérateurs de formation de proposer leurs offres (filières, matières d'études) et les différents métiers relatifs à leurs domaines d'intervention. On y note aussi la présence des universités et centres ou des instituts de formation dont sept viennent du Maroc, six de la Tunisie, un du Sénégal et trois du Congo, qui ont tous mis l'accent sur les perspectives d'emplois à l'issue des formations suivies.

De même, une dizaine d'entreprises ont présenté leurs métiers, leurs besoins en ressources humaines, les profils de stagiaires et d'employés qu'elles recherchent. Les domaines concernés étant les banques et la finance, les énergies renouvelables, l'assainissement, les métiers portuaires, du transport et de la logistique, de l'hôtellerie et bien d'autres. L'ambassade des Etats-Unis d'Amérique a, de son côté, fait une présentation sur les études aux USA, axées sur trois programmes de formation mises à la disposition des étudiants étrangers. Pour le cas du Congo, le ministère de l'Enseignement supérieur a parlé des études dans le secteur privé et public dans le pays. Près de 6000 visiteurs enregistrés. Une trentaine de stands animés par



Des étudiants découvrant des opportunités ; crédit photo (DR)

les représentants des universités, écoles étrangères et nationales, ainsi que par quelques entreprises locales ont fait l'objet d'une visite massive des autorités ministérielles, des parents, des élèves, des étudiants et autres personnes intéressées. Au total, 5 920 visiteurs ont été enregistrés.

Ils ont dit...

Étudiant en 3^e année de Licence professionnelle à l'École supérieure des sciences économiques et de management (ESSEM) de Casablanca,

au Maroc, Joyce Sambou, a apprécié l'initiative de la FPA qui leur a permis d'enregistrer entre 200 et 300 fiches de contacts. Selon lui, le Foup est un événement qui incite les élèves et étudiants à mieux s'orienter et à mieux choisir leurs filières. « Notre école a répondu présent à l'invitation de la Fondation perspectives d'avenir. Ce forum est une opportunité pour notre école parce que nous attirons pas mal d'élèves, nos cibles principales sont des bacheliers. Ce forum a permis aux jeunes de découvrir

certains horizons à travers ces écoles présentes ici. Surtout le premier jour, lorsque nous avons commencé, nous avons senti la motivation des jeunes congolais en quête

le cadre de la formation des jeunes. « Nous sommes en Afrique, nous sommes tous des pays africains, la FPA œuvre pour le développement de la coopération sud-sud, nous avons rencontré plusieurs élèves et étudiants qui sont intéressés par les différents filières que nous enseignons dans notre groupe. Nous sommes satisfaits de notre participation au FOUF, mais nous espérons que nous serons présents lors des prochaines éditions », a souhaité Zidi Zied.

S'exprimant au nom du directeur exécutif et du président de la FPA, Guy-Patrick Massoloka a traduit sa gratitude à l'endroit des établissements de formation et des entreprises ayant participé à cette 2^e édition. « Nous leur savons aussi gré pour avoir, dans la mesure du temps imparti, aidé les élèves, les étudiants et les parents désireux de se faire une idée plus claire des prochaines étapes de leurs itinéraires d'études et/ou professionnels ou de ceux de leurs enfants », a indiqué le chef du Département communication et partenariat de la FPA.

Présidant la cérémonie de clôture, le directeur du cabinet du ministre de l'Enseignement supérieur, Ignace Taliane Tchibamba, s'est félicité de l'implication de la FPA aux côtés du gouvernement dans le cadre du développement de l'éducation et l'avenir des jeunes. Il a enfin souhaité que cette coopération puisse se poursuivre.

Parfait Wilfried Douniama

de formation », a-t-il témoigné.

Représentant l'Institut des hautes études (IHE) de la Tunisie, qui regroupe six universités spécialisées dans le management des affaires et dans l'ingénierie, Zidi Zied a rappelé que la FPA était leur partenaire. Car elle a déjà placé des étudiants dans ce groupe. En effet, le chargé de la communication de IHE group s'est félicité de l'initiative du Président de cette fondation, Denis Christel Sassou N'Guesso, s'inscrivant dans

MONDIALISATION

La reconquête identitaire africaine au cœur des débats à l'UMNG

« La Pensée stratégique endogène africaine et la Nationale stratégique : les nouveaux paradigmes d'émergence africaine », tel a été le thème de la conférence publique organisée le samedi 1^{er} avril par l'Université Marien Nguabi et l'Association des Universités de Connaissances africaines (UCA) à l'occasion des conversations stratégiques.

C'est devant un parterre d'intellectuels congolais : enseignants-chercheurs, chefs d'établissements, et étudiants, que le promoteur des conversations stratégiques de l'UCA, Patrice Passy, a mis en exergue le large champ que renferme cette thématique qui est donc un processus cognitif adopté dans le cadre du rattrapage économique, prôné par la stratégie de l'émergence des Etats africains.

Selon lui, la Pensée stratégique endogène africaine (PSEA) organise la destruction créatrice des paradigmes postcoloniaux par un processus d'innovations africaines face aux « sept faims » du peuple appelées communément thématiques sociales, à savoir : « l'accès à une nourriture suffisante et de qualité, l'accès aux soins de santé de qualité, l'accès au travail et à la sécurité pour tous, l'accès à un toit décent, à l'eau potable en qualité et quantité suffisante, etc. ».

Pour l'orateur, il va falloir organiser une réflexion stratégique par rapport aux accélérations que la mondialisation impose aux pays africains.

Enfin, Patrice Passy a encouragé l'auditoire à avoir une connaissance de l'autre ; connaître son identité pour avoir un dialogue avec autrui, etc.

Cette rencontre a permis un grand moment d'échanges entre l'animateur et l'auditoire. A l'issue de la séquence des questions-réponses, le public a quitté la salle en étant satisfait et informé.

Rappel : la Pensée stratégique endogène Africaine (PSEA) est donc l'appareil africain de solutions conçues pour alimenter les acteurs politiques et économiques sur les sept faims du peuple. A cet égard, les résultats attendus se résument à ce qui suit : participer à l'insurrection de l'audace conceptuelle par l'innovation intellectuelle ; devenir en 2017 acteur de l'abolition de l'obsolescence créatrice africaine ; bénéficier des résultats des travaux de l'Association des Universités de connaissances Africaines portant sur la construction de nouvelles souverainetés collectives ; donner aux révolutions silencieuses africaines en cours sur le continent des moyens d'expression et d'action ; intégrer un cadre de travail pour la conceptualisation de nouveaux paradigmes africains, etc.

Guillaume Ondzé

EMPLOI

Le Congo et le BIT désormais liés par un protocole d'accord

Le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes, et la directrice pays du Bureau international du travail (BIT) pour les deux Congo, Aminata Maïga, ont conclu le 7 avril à Brazzaville un protocole d'accord pour définir leurs domaines de collaboration

Le document signé par les deux parties porte plus spécifiquement sur les questions d'emploi des jeunes. « Très bientôt, le Congo va présenter une politique nationale de l'emploi, qui donnera la vision sur l'approche des questions d'emploi au niveau du pays. Le BIT avec le Pnud et d'autres partenaires, tiennent à appuyer ce processus. Nous devons maintenant passer à une phase beaucoup plus opérationnelle. Et les échanges avec Monsieur le ministre portaient

sur l'appui que le BIT pourrait apporter à ce processus », a expliqué Aminata Maïga. Accompagnée de l'ancien ministre des Finances du Sénégal, le Dr Djibril Ngom, elle a aidé le Congo dans l'élaboration de sa politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle.

Le ministre Fylla et son hôte ont également discuté de la manière dont ils peuvent conduire à terme, avec beaucoup de succès, les différents chantiers. En effet, le BIT a appuyé le Congo dans la réalisa-

tion d'une étude sur la situation des jeunes jusqu'à l'âge de 29 ans. Selon Aminata Maïga, au regard de l'information sur le marché du travail et de la problématique des jeunes qui sont au-delà de 29 ans, il est nécessaire de passer de cette tranche d'âge à 35 ans pour avoir une meilleure vision de la situation des jeunes. Il s'agit notamment de réfléchir sur la façon d'assurer leur insertion et les accompagner tout en mettant en place des programmes adéquats.

« Comme vous le savez, le BIT est une agence du système des Nations unies qui est tripartite et qui a quatre priorités stratégiques : la protection sociale, les promotions de l'emploi, les normes internationales du travail et le dialogue social. Donc, nous appuyons non seulement la partie gouvernementale mais également les organisations d'employeurs et de travailleurs. C'est important qu'avec nos mandants tripartites nous puissions voir les domaines de priorité de notre intervention sur les cinq prochaines années », a conclu la directrice pays du Bureau international du travail.

P.W.D.



Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes, le Dr Djibril Ngom et Aminata Maïga ; crédit photo Adiac

happy hour

*1 verre acheté
1 verre offert*



Tous les jeudis de 19h à 22h
au Mikhael's Hotel
Buffet et groupe musical
Pour votre réservation appelez
le 05 366 6621 ou le 06 466 66 21

M
MIKHAEL'S
HOTEL

CONGO/RWANDA

Les réfugiés rwandais condamnent les violences perpétrées à l'égard de leurs compatriotes

Dans un communiqué rendu public le 8 avril, l'association des étudiants réfugiés rwandais accuse directement l'ambassade du Rwanda au Congo d'être à l'origine des exactions, dont sont victimes leurs concitoyens.

Pour eux, « L'ambassade du Rwanda à Brazzaville multiplie des campagnes d'intimidation par des propos menaçants comme quoi l'existence des réfugiés après la date du 31 décembre 2017 sera suicidaire. Des spots publicitaires (sous-couvert de l'ambassade du Rwanda) sont diffusés sur les chaînes locales, dont le but est de destabiliser les réfugiés ».

« L'association des étudiants réfugiés rwandais au Congo condamne avec la plus grande fermeté ces actes ignobles et barbares à caractère terroriste et souhaite que les autorités compétentes diligentent une enquête afin d'identifier ces fauteurs de troubles, qui ne se soucient pas de la vie des réfugiés ainsi que celle des citoyens congolais », peut-on lire dans un communiqué rendu public le 6 avril.

Pour appuyer leurs propos, ces étudiants rappellent des cas de violence, dont leurs compatriotes ont été récemment victimes : l'arrestation « non justifiée » des réfugiés lors d'une opération de contrôle des étrangers, « alors que ces derniers étaient en possession de leurs cartes d'identité de réfugié valables délivrées par le Cnar et le HCR ». Certains auraient passé des nuits en prison et payé des amendes allant jusqu'à 36000fcfa. Ils citent aussi le cas d'un homme d'affaires réfugié rwandais, qui aurait été braqué à son domicile aux environs de 5 heures du matin par des hommes en uniforme militaire.

Enfin, un opérateur économique réfugié rwandais a vu son garage être ravagé par un incendie d'origine inconnu, emportant plus de 13 bus Coaster, 9 mini-bus Hiace et autres véhicules. L'association des étudiants rwandais estime que « la protection des réfugiés rwandais devrait être renforcée ».

Signalons que ces derniers sont arrivés au Congo depuis 1997 suite aux événements tragiques qu'a connu leur pays en 1994 et aux nombreux massacres perpétrés. D'après le communiqué, la commission nationale d'éligibilité est actuellement en train de statuer sur le cas de chaque réfugié puisqu'un très grand nombre a refusé le rapatriement volontaire et l'intégration locale en possession d'un passeport rwandais, et ont opté pour l'exemption.

Yvette Reine Nzaba

ROTARY CLUB

Brazzaville se dote d'un club des jeunes

Ce nouveau club dénommé Rotary Club Brazzaville Bilengé a ouvert officiellement ses portes le 6 avril, lors d'une cérémonie de remise de la charte, dirigée par le PDG Hervé Iloki. Exclusivement réservé aux jeunes, ce club porte à quatre, le nombre total de clubs rotariens installés à Brazzaville.

Parrainé par le Rotary Club Brazzaville Djoué Doyen, la mise en oeuvre de ce club dédié aux jeunes s'inscrit dans la politique d'ouverture initiée par le Rotary Club Brazzaville. Ce nouveau espace juvénile qui fonctionnait déjà officieusement compte actuellement une vingtaine de membres. Il est présidé par Michrist Kaba Mboko, suivi de César Mabanza qui occupe le poste de secrétaire. Arnaud Itoba en est membre.

Conformément aux idéaux et à la ligne de cette congrégation, les jeunes membres du Rotary Club Brazzaville Bilengé devront œuvrer à promouvoir l'éthique et combattre efficacement les antivaleurs. « Nous acceptons les règlements qui régissent le Rotary International en général, et ceux du Rotary Club Brazzaville Bilengé en particulier. Nous déclarons avoir conscience de représenter nos différentes professions auprès de vous et d'en être ainsi les ambassadeurs. Nous nous engageons à appliquer l'éthique la plus élevée », ont souligné ces jeunes rotariens dans une déclaration de circonstance. Dans son mot introductif, le PDG Hervé Iloki a exhorté les nouveaux rotariens à être humbles et à adopter des comportements responsables. « Un rotarien est un homme exemplaire, et ne doit pas pratiquer les antivaleurs. Là où vous travaillez, il vous ait défendu de détourner l'argent », a indiqué le PDG Hervé Iloki.

Rappelons que le Rotary Club international a été créé en 1905 par Paul Harris. Au Congo, ce mouvement compte six clubs, dont quatre à Brazzaville et deux à Pointe-Noire, pour plus d'une centaine de membres actifs. Pour permettre à leur mouvement de s'épanouir, les responsables et membres de Rotary Club International Brazzaville entendent implanter d'autres cellules à Dolisie ; Nkayi, Owando, Ouessou et dans plusieurs autres villes du pays.

Firmin Oyé

L'ambassade dément les accusations formulées par l'association des étudiants

Dans une interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville, l'ambassadeur du Rwanda au Congo, Jean Baptiste Habyarimana (ci-contre), nie avoir coordonné une quelconque opération commando contre les réfugiés rwandais.

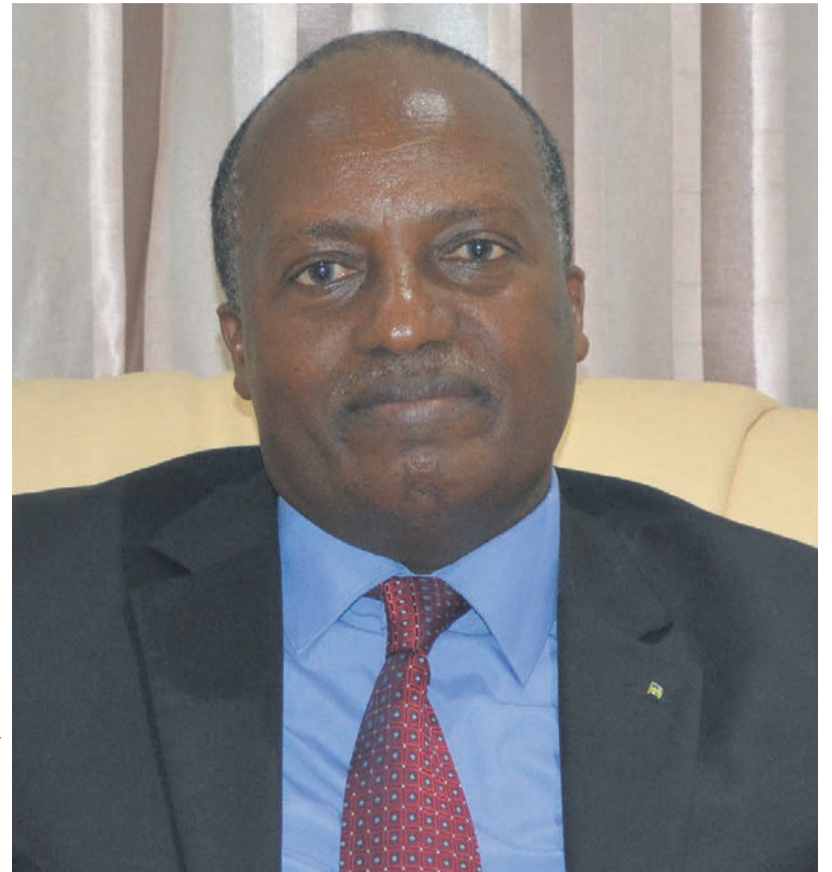
Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : l'association des étudiants Rwandais au Congo accuse l'ambassade du Rwanda d'avoir commandité les violences enregistrées ces derniers temps à Brazzaville.

Jean Baptiste Habyarimana (JBH) :

Ces accusations sont totalement fausses, car l'ambassade n'a aucun intérêt à créer des problèmes aux Rwandais.

Au contraire, l'ambassade est au service des Rwandais réfugiés ici au Congo et d'autres au niveau de la diaspora. Cette affaire peut certainement être liée au processus de cessation de statut de réfugiés. Au cours d'une réunion tripartite (Congo, CNAR, HCR), nous leur avons expliqué que cette décision avait été prise depuis 2013, et que cette fois-ci, la date butoir est prévue pour le 31 décembre 2017. Sur ce, ils ont le choix à faire entre s'intégrer localement en possédant des documents administratifs nécessaires pour rester ici au Congo ou rentrer volontairement.

Je suis étonné du fait que ces jeunes accusent directement l'ambassade avant de connaître les vrais commanditaires. Si ces actes ont été commis, seuls les résultats de l'enquête pourront être déterminants. L'ambassade n'a aucun intérêt à perturber les réfugiés vivant au Congo. Ces étudiants sont certainement manipulés. A notre niveau, nous saisissons cette opportunité pour lancer un appel aux jeunes étudiants et à tous les réfugiés rwandais de suivre les directives de la tripartite.



LBB : Par quel moyen l'ambassade a-t-elle été informée de ces actes de vandalisme ?

JBH : Le message circulait dans les réseaux sociaux. C'est en consultant l'Internet que j'ai été informé.

LDB : L'association des étudiants rwandais vous accuse aussi de diffuser des spots publicitaires sur les chaînes locales dans le but de destabiliser les réfugiés.

JBH : les spots diffusés à la Télévision s'inscrivent dans le cadre de la sensibilisation sur la cessation du statut de réfugiés. Les spots sont diffusés en accord avec le HCR, le Comité national d'assistance aux réfugiés (CNAR). Ce sont des spots d'information et de sensibilisation, et non de menace ou de mauvaises intentions.

LDB : Quel est le rôle que joue l'ambassade dans le cadre du rapatriement des

réfugiés ?

JBH : l'ambassade ne peut pas décider en dehors de la tripartite. Elle délivre tout simplement les documents nécessaires pour ceux qui veulent s'intégrer localement et ceux qui souhaitent rentrer. Le HCR a pour mission de les accompagner et de les motiver. Nous exigeons des documents du HCR. Lors de la réunion tripartite qui s'est tenue à Kigali, il y a une semaine, on a décidé de créer un comptoir composé du HCR, du gouvernement congolais et de l'ambassade pour accueillir les réfugiés et délivrer les documents nécessaires. Nous n'avons aucune raison de refuser le passeport ou d'autres documents aux réfugiés. La seule condition est que les personnes qui se présentent doivent être en règle avec le gouvernement congolais et le HCR. L'ambassade ne peut pas agir seule sans l'accord du HCR, CNAR et gouvernement congolais.

Propos recueillis par Y.R.Nz.

Bisengo ya FIBRE OPTIQUE!

Internet Accès Très-Haut-Débit Jusqu'à 100 Méga	Téléphonie Communications illimitées vers les fixes	Télévision IP Des chaînes nationales et internationales	Multimédia Accès à la vidéo à la demande (VOD)
--	---	---	--

ZONES DÉJÀ COUVERTES

Centre-Ville Plateau des 15 ans OCHI Mila	Moungali Quinzé Moukondo Mikalou	Diatra (Orstom) Bacongo (Case De Gaulle)
--	---	---

A chaque ménage sa fibre!



DÎNER DANSANT DE PÂQUES



MENU

ANTIPASTI | ENTRÉE

Sformato di patate e prosciutto · Tortino pasquale ai broccoli e formaggio
Involtino di melanzane · Funghi ripieni

*Gratin de patates et jambon cuit · Tourte pascale aux brocolis et fromage
Roulade d'aubergines avec tomate et mozzarella · Champignons farcis*

PRIMO PIATTO | PATES

Lasagne ai 4 formaggi

Lasagnes aux 4 fromages

SECONDO PIATTO | VIANDE

Agnello glassato al miele e erbe aromatiche · Patate sabbiates

Agneau de Pâques rôti au miel et fines herbes · Patates sablées

DOLCI | DESSERTS

Colomba Pasquale alla ricotta

Panettone de Pâques à la ricotta

Limoncello · Digestif à base de citron



ADULTES · 25 000 FCFA

ENFANTS · 12 000 FCFA (Menu : Lasagnes 4 fromages & 2 boules de glace faites maison)

SOIREE DANSANTE avec DJ, le DIMANCHE 16 avril, de 20h à minuit

LE BISTRO PARISIEN

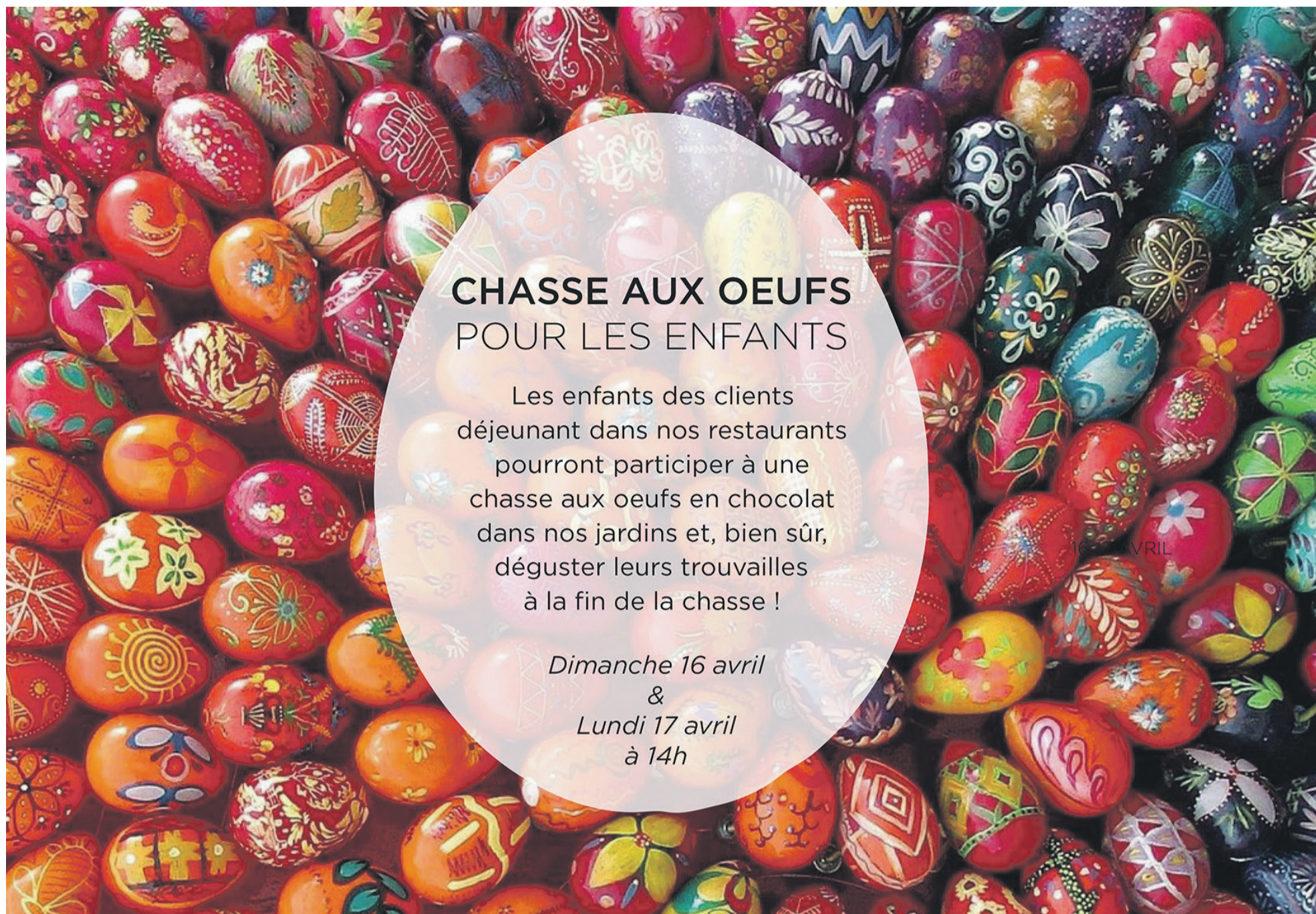


PEFACO HOTEL MAYA MAYA

AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE

★★★★★

Bō
CHELLI



CHASSE AUX OEUFS POUR LES ENFANTS

Les enfants des clients
déjeuner dans nos restaurants
pourront participer à une
chasse aux oeufs en chocolat
dans nos jardins et, bien sûr,
déguster leurs trouvailles
à la fin de la chasse !

*Dimanche 16 avril
&
Lundi 17 avril
à 14h*

EASTER POOL JAZZ BRUNCH



BUFFET DE PÂQUES AUTOUR DE LA PISCINE



APÉRITIF MAISON OFFERT

BUFFET BARBECUE À VOLONTÉ

Salades composées · Charcuterie française et italienne · Saumon fumé · Toasts au foie gras
Boeuf Bourguignon · Agneau rôti · Brochettes de viande · Fruits de mer
Maboke au mabongo · Poisson salé aux aubergines · Saka saka · Ngoki
Fromages · Pâtisseries maison · Fruits
Oeufs de Pâques en chocolat

LIVE JAZZ & ACCÈS PISCINE

DIMANCHE 16 & LUNDI 17 avril de 12h à 16h

ADULTES · 30 000 FCFA | ENFANTS DE 4 À 12 ANS · 15 000 FCFA | POUR LES MOINS DE 4 ANS · GRATUIT

RÉSERVATIONS · Christophe Casamatta · Tel. (+242) 056 048 035 · ccasamatta@pefacohotels.com

GÉNOCIDE RWANDAIS

Une messe d'actions de grâces dite à Kintelé en mémoire des disparus des années 90



Le père Francisco Galvez Perez qui a présidé cette messe dite à la Communauté christ-Roi de la paroisse Sainte Claire de Kintelé, à l'initiative de la communauté des réfugiés rwandais en République du Congo, a prêché sur la paix, la tolérance, l'amitié et le pardon

Les Rwandais se souviennent encore de la date du 7 avril 1994, marquant officiellement le début du génocide qui a fait des milliers de morts. Il s'agit du 23^e anniversaire de ce qui est considéré comme le plus grand crime au monde. C'est ainsi que le prêtre officiant est revenu sur son homélie de 1996, soit deux ans seulement après le génocide. En effet, Francisco Galvez Perez qui était en poste à Harare, au Zimbabwe, est l'un des rares religieux volontaires à avoir pris le courage de prêcher la parole de Dieu pendant trois ans dans un pays où les stigmates étaient encore perceptibles.

« L'homélie, le passage que j'ai lu, c'est mon ancienne homélie de 1996 au Rwanda. Le message était toujours la paix, j'insiste sur la tolérance, l'accueil réciproque. J'avais

critiqué les condamnés à mort du génocide, c'est Dieu seul qui peut enlever la vie de quelqu'un, qui peut le juger. J'avais même aménagé la prison. La paix, nous devons la construire à base de ces gestes d'accueil, de fraternité. Il faut pardonner », a-t-il conclu.

Pour le président de la communauté des réfugiés rwandais au Congo, Aloys Bayingana, cette messe a été une occasion pour eux de se rappeler des leurs qui sont morts depuis 1990 jusqu'au génocide. Il s'agit, a-t-il dit, d'une douleur éternelle. Interrogé sur la date butoir du 31 décembre prochain pour la fin de leur statut, il a indiqué que trois options sont retenues, notamment: le rapatriement volontaire; l'intégration locale et la demande d'exemption.

« Cela fait bientôt 20 ans que nous sommes ici, bien que nous sommes contraints à y partir; chacun a demandé son choix, nous ne savons pas si la réponse sera positive pour tout le monde. Nous vivons bien en symbiose avec la population congolaise, ce n'est que ces derniers temps que nous avons commencé à rencontrer des problèmes : vingt

véhicules des réfugiés incendiés; braquages; intimidations; actuellement nous sommes traqués. Mais nous souhaitons que les gens qui ne seront pas exemptés puissent être intégrés localement, sans exiger le passeport rwandais », a plaidé Aloys Bayingana, précisant qu'ils n'avaient pas des relations avec leur ambassade.

Les jeunes ont, quant à eux, félicité les autorités congolaises pour leur hospitalité qui a permis aux Rwandais en âge de scolarité de bénéficier d'une bonne éducation. « Je suis arrivée au Congo très jeune, ils m'ont permis d'être scolarisée. Nous demandons à l'Etat congolais et à la communauté internationale de bien revoir le problème des réfugiés rwandais, il ne suffit pas seulement de les envoyer au Rwanda, il faudrait dorénavant traiter un certain nombre de questions liées à la fuite de ces derniers », a demandé Lyliane Abizera, étudiante en 1^e année de thèse à la faculté des sciences et techniques de l'université Marien-Ngouabi.

Parfait Wilfried Douniama

BEAC

Plusieurs défis majeurs attendent le nouveau gouverneur, Abbas Mahamat Tolli

Le nouveau gouverneur de la BEAC, le Tchadien Abbas Mahamat Tolli, a pris officiellement ses fonctions le 31 mars dernier à Yaoundé, où il a remplacé Lucas Abaga Nchama. Sa mission est d'accélérer les réformes structurelles et macroéconomiques de la banque.

Le nouveau gouverneur, prend ses fonctions dans un contexte marqué par une crise économique due à la baisse des cours du pétrole et à la menace du groupe terroriste Boko Haram, dans la région.

Tenu en fin décembre 2016, le sommet extraordinaire de la Cémac avait plaidé en faveur la mise en œuvre d'un programme d'ajustement structurel avec le soutien du Fonds monétaire international (FMI). De nombreux dossiers attendent Abbas Mahamat Tolli : le retour de la crois-

sance; l'avenir du franc CFA, dont la valeur est garantie par le trésor français; la gestion de la baisse des cours du pétrole; la politique monétaire de la zone Cémac; l'accélération de la modernisation notamment le statut de la Banque centrale et la finalisation de la politique monétaire pour la hisser au niveau des meilleurs standards.

Mahamat Tolli a l'intention de mettre fin à la fonte des réserves de change. Des discussions sont en cours avec le FMI, qui va se rendre avant la fin du semestre pour annoncer des programmes précis aux pays de la Cémac. Contrairement aux Etats de la CEDEAO, les pays de la Cémac ont vu leur croissance du PIB passer de 5% en 2014 à 1% en 2016.

Le ministre camerounais des Finances, Alamine Ousmane Mey, a encouragé le nouveau gouverneur de la BEAC à suivre la feuille de route

des chefs d'Etat. « Le choix de la Cémac est celui d'une forte intégration qui se construit et qui a des vertus impliquant une forte politique monétaire de la BEAC. Nos chefs d'Etat ont choisi en plus de l'intégration économique, l'intégration monétaire qui est un des leviers principaux de l'épanouissement des populations de la Cémac à travers une communauté dynamique afin de promouvoir la libre circulation des personnes et des biens. Les défis sont nombreux certes, mais une feuille de route a été donnée par les chefs d'Etat. Elle a été déclinée en 21 résolutions et elle constituera le sentier que vous aurez à suivre », a-t-il rappelé.

M. Abbas Mahamat Tolli mise, entre autres, sur les réformes notamment sur la gestion des finances publiques.

Noël Ndong

NÉCROLOGIE

Lydie Gisèle Oko, journaliste aux Dépêches de Brazzaville et la famille Ibara (Ernest, Jeanne, Ngala Marie, Léocadie, Natacha et enfants) ont la profonde douleur d'informer aux parents, amis et connaissances du décès de leur fille, nièce et mère Nyaka Ninon Ngakia survenu le 1^{er} avril 2017 à l'hôpital de Talangaï.

La veillée mortuaire se tient au N° 141 de la rue Luanda à Mikalou Brazzaville (arrêt ngomba ou kouébalé)

La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.



Magloire Nzonzi, Agent au Musée-Galerie du Bassin du Congo des Dépêches de Brazzaville, Léopold Nkounkou, Médard Benazo et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur père, oncle et grand père, Dominique Mpassi, survenu le 5 avril 2017 en France. La veillée mortuaire se tient au N° 423, rue Moundzombo Plateaux des 15 ans à Brazzaville, vers l'église catholique Jésus Ressuscité ?

L'arrivée de la dépouille et la date de l'inhumation vous seront communiquées ultérieurement.



Suzanne Makambo (Mak Suz) et les enfants annoncent aux parents, amis et connaissances, le décès de père, époux et grand-père, Antoine Makambo, professeur et inspecteur des lycées à la retraite, décès survenu le 3 avril 2017 à 19h00 au CHU de Brazzaville.

Le lieu et la date de l'inhumation, vous seront communiqués ultérieurement.



Donat Ellion Anicet, Mme Ndzila née Kolela Henriette, Auguste Debicas, Cyriaque Salabanzi et la famille Ngoyi annoncent aux parents, amis et connaissances, les décès de leurs mères, nièces, filles, Angélique Ouadiabantou et Rose Nzoungou, survenus les 4 et 6 avril à l'hôpital de Makélékélé des suites d'une courte maladie.

La veillée mortuaire se tient, N°5, rue Dzoumouna à Kizito-Makélékélé.

La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.

PROGRAMME DES OBSÈQUES

Jean Joseph Imangue et famille informe les parents, amis et connaissances du programme des obsèques de leur femme, épouse Imangue née Mondaye Evelyne, décédée le mercredi 05 avril 2017 à Paris en France :

Mercredi 12 avril 2017 :

- 17h30 : arrivée de la dépouille à l'aéroport de Maya-Maya
- 19 : dépôt du corps à la morgue municipale de Brazzaville.

Judi 13 avril 2017 :

- 9h : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville
- 10h : recueillement au domicile familiale, 22 rue Ngoko, à Talangaï (arrêt de bus Louami)
- 12h : absout à la Basilique Sainte-Anne
- 14h : départ pour le cimetière VIP Bouka
- 16h : Fin de la cérémonie.



FOOTBALL

Le club italien Atalanta implantera un centre de préformation à Brazzaville sous peu

Après avoir organisé un tournoi, dans la ville capitale, pour se faire une idée du potentiel des jeunes footballeurs congolais, les techniciens du club italien Atalanta Bergamasco Calcio, en partenariat avec le Congo mettront en place, le mois prochain, un centre de préformation qui accueillera les jeunes dont l'âge varie entre 8 et 13 ans.

Les accords signés en Italie, il y a plus d'un mois, entre le ministre des Sports Léon Alfred Opimbat et le président du club Atalanta, Luca Percasi, sur la formation des jeunes footballeurs ne sont pas restés lettres

mortes. Le séjour de la délégation italienne à Brazzaville pour une présélection des jeunes en témoigne. Le coordonnateur technique des centres de formation, Fabrizio Eraldo Cesana, le coordonnateur technique de l'Académie de football de l'Atalanta, Stefano Bonaccorso et son adjoint Luca Silvano en compagnie des cadres du ministère des Sports et de l'éducation physique, ont organisé un tournoi de présélection dans la ville capitale. 180 jeunes repartis en 10 équipes ont fait parler leur talent. Certains d'entre eux sont venus des départements de la Cuvette et de la Bouenza.

« Les jeunes que nous avons vus jouer ont du potentiel. Nous les avons évalués sur plusieurs critères notamment les qualités techniques individuelles, la vitesse de prise de décision et d'exécution... Il faut mieux les suivre à travers la formation pour les outiller davantage », a fait savoir Fabrizio Eraldo Cesana ayant apprécié les installations sportives implantées à Brazzaville notamment le complexe sportif de la Concorde à Kintélé.

Par ailleurs, l'ambassadeur de l'Italie au Congo, Andrea Mazzella, a salué le choix du Congo de coopérer avec le club Atalanta qui, selon lui, est le club

italien le mieux coté en matière de la formation des jeunes. « Le gouvernement congolais porte une attention particulière au développement du sport dans le pays. Cette diplomatie sportive engagée entre nos deux pays va consolider davantage nos liens », a déclaré le diplomate italien.

Le directeur de cabinet du ministre des Sports et de l'éducation physique, Urbain Akambo, s'est dit satisfait de voir les accords scellés par Léon Alfred Opimbat en Italie porter leurs fruits aujourd'hui. « Nous sommes satisfaits de constater que les accords signés par

le ministre avec la partie italienne prennent corps et se consolident. La formation des sportifs à la base est pour nous une nouvelle doctrine », a indiqué Urbain Akambo qui a représenté le ministre des Sports et de l'éducation physique empêché. En dehors du centre de préformation que Atalanta installera à Brazzaville dans les très prochains jours, le Milan AC en ouvrira également à Pointe-Noire. Mais pour le deuxième cas, il faut attendre un peu plus longtemps. Les échanges se poursuivent entre les deux parties.

Rominique Nerplat Makaya



SALON DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE L'INNOVATION

11 - 12 - 13 - 14 AVRIL 2017

PALAIS DES CONGRÈS - BRAZZAVILLE

SALON INTERNATIONAL DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE L'INNOVATION

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT






ENTRÉE GRATUITE



+242 06 491 16 16
+242 06 491 17 17
www.osiane.cg




















ELAIS
POINTE-NOIRE

ELAIS Pointe-Noire est un hôtel 4* de 191 chambres, situé en plein cœur de la capitale économique de la République du Congo (Congo Brazzaville). À 10 minutes de l'aéroport et à seulement 800 mètres de la mer, il vous offre un cadre confortable dans un jardin arboré de 2,5 hectares et constitue le lieu idéal pour vos voyages d'affaires et vos moments de détente.



PROMO WEEK-END

150 000 FCFA
2 Nuits en chambre supérieure pour 2 personnes incluant petits-déjeuners

200 000 FCFA
2 Nuits en suite pour 2 personnes incluant petits déjeuner

Boulevard Général de Gaulle
 BP 790 Pointe Noire – République du Congo
 Téléphone + 242 22 294 12 51 / + 242 05 511 84 84
info.pn@hotelelais.com
www.hotelelais.com




TOURISME

La RDC au plus mal dans le top africain des pays les plus attractifs

Le pays figure parmi les trois dernières destinations africaines du classement 2017 de la compétitivité touristique publié par le Forum économique mondial. Pour autant, l'ensemble de la région a enregistré une augmentation de 8 % du nombre d'arrivées de touristes en 2016 sans pouvoir impacter réellement sur la position du pays à l'échelle de la région. L'enjeu autour de sa meilleure intégration dans un marché en pleine ascension constituera certainement le menu d'un grand atelier qui se tiendra prochainement à Bruxelles sur le développement du tourisme en RDC et au Congo Brazzaville. Pour nombre d'analystes, cette rencontre pourra aider à dégager des pistes de solution durables pour un tourisme plus compétitif en RDC et à l'échelle de la sous-région.

Par rapport à l'étude réalisée par le Forum économique mondial, il faut retenir un constat surprenant sur la situation touristique en Afrique centrale. Aucun pays de la sous-région ne figure dans le top dix des 34 destinations africaines sélectionnées en fonction de certains critères dont la sécurité, la santé, l'hygiène, l'ouverture sur l'étranger, la valorisation des ressources naturelles, l'environnement durable, les ressources culturelles et le marketing touristique. En Afrique, le premier

pays touristique est l'Afrique du Sud (53ème place mondiale). Le top dix africain est constitué de la nation arc-en-ciel, de l'île Maurice, du Maroc, de l'Égypte, du Kenya, de la Namibie, du Cap Vert, du Botswana, de la Tunisie et de la Tanzanie. En dehors du Maghreb, les pays du bloc anglophone attirent le plus de touristes dans l'ensemble de la région.

Attractivité de la région Pour l'Organisation mondiale du Tourisme, l'Afrique reste une région attractive dans le monde. Elle est arrivée à augmenter de 8 % l'arrivée des touristes au cours de l'année 2016. « Aucune prévision ne prévoyait une telle performance, surtout qu'en 2015 le continent avait connu une baisse de 2,5 % des arrivées de touristes par rapport à 2014 », note l'agence mondiale. Cela prouve à suffisance la situation très favorable du secteur touristique malgré un contexte économique très difficile pour la région du fait de la crise mondiale. En effet, l'Afrique minière paie un lourd tribut de la chute des cours mondiaux des matières premières. Les croissances économiques sont en berne après des décennies de hausse vigoureuse. En plus, la région a enregistré des crises politico-militaires majeures qui auraient dû conduire normalement à l'effet contraire. « Le tourisme africain a réussi à se montrer rési-



L'entrée du parc de Virunga à l'est de la RDC

lient ». L'étude note particulièrement le bon comportement d'un pays comme le Maroc qui connaît une ascension fulgurante marquée par un retour au sein de la grande famille africaine.

Pistes pour changer la donne en RDC

Classée à la 32ème position à l'échelle africaine, la RDC occupe les dernières places du classement 2017 du Forum économique mondial, devant le Burundi et le Tchad qui clôturent la sélection africaine. Au niveau mondial, le pays vient à la 133ème

place. Mais comment mieux faire profiter la RDC et la sous-région dans ce marché émergent ? C'est le thème qui réunira prochainement des experts et acteurs touristiques à Bruxelles. Les officiels congolais sont informés par la voie formelle de la tenue dans la capitale belge de l'atelier sur le développement du tourisme en RDC et au Congo-Brazzaville. L'on annonce la signature des contrats de différents projets de développement sur le plan du logement et autres en marge de cet atelier. Certaines sources proches de

l'événement assurent que des mesures claires devront être arrêtées pour la conservation et protection des léopards noirs et du rhinocéros du Haut-Katanga. D'ailleurs une forte délégation de cette province minière est attendue pour présenter les projets de développement en cours de réalisation dans cette partie du pays.

Dans l'ensemble, la RDC va pouvoir réfléchir sur l'avenir de son secteur touristique.

Laurent Essolomwa

ENJEUX POLITIQUES

Bruno Tshibala espère former un gouvernement d'ouverture

Outre l'appui de la branche du Rassemblement d'où il est issu, il peut tout aussi compter sur celui de la Majorité présidentielle qui entend l'accompagner dans la réalisation des objectifs lui assignés.

Le nouveau Premier ministre, Bruno Tshibala, est toujours sous le feu de l'actualité. Après l'euphorie de la nomination, place maintenant à la formation du gouvernement de transition, qu'il est censé piloter et dont l'objectif primordial est celui de conduire le peuple congolais aux élections de décembre 2017. Bruno Tshibala, qui n'est pas un arriviste en politique et qui revendique trente-six ans de lutte aux côtés de l'opposant historique Etienne Tshisekedi, a déjà pris la mesure de sa tâche. C'est ainsi qu'au lendemain de sa nomination, il s'est déclaré ouvert à toutes les sollicitations. Sa main, a-t-il dit, est tendue à tout le monde. Une façon pour cet opposant ayant fourbi ses armes à la 10è rue/Limete dans le moule « tshisekediste », de rassurer les esprits quant à sa gouvernance.

Bruno Tshibala, qui entend se démarquer de ses prédécesseurs, veut servir la République dans un esprit consensuel. Aussi veut-il former un gouvernement de tout le monde, sans considération politique de sorte que chacun mette son expertise en jeu pour qu'à l'unisson, le pays soit tiré du marasme socio-économique dans lequel il s'est empêtré. D'où l'appel implicitement lancé à ses anciens partenaires du Rassemblement/aile Félix Tshisekedi qui continuent à récuser sa nomination au motif qu'elle viole l'accord du 31 décembre. Parviendra-t-il à avoir dans son giron quelques cadres de cette frange de l'opposition qui, en toute vraisemblance, paraît avoir un enracinement sociologique important ? Là est tout l'enjeu de la formation du gouvernement qu'il va piloter et dont le caractère



L'entrée du parc de Virunga à l'Est de la RDC

consensuel sera essentiellement reflétée par la participation de l'aile pure et dure du Rassemblement.

Bruno Tshibala devra donc, à la lumière du consensus dégagé autour de la répartition des postes ministériels, opérer un savant dosage entre les différents courants politiques et sociaux (Majorité présidentielle, Opposition signataire de l'Accord du 18 octobre, opposition républicaine, Rassemblement et société civile) de sorte à mieux sceller la cohésion nationale, dont le pays a grandement besoin par ces temps qui courent. Lui qui a inscrit son mandat à la tête du gouvernement de transition dans la logique d'ouverture, devra dorénavant compter, sur l'appui de la Majorité présidentielle, qui entend l'accompagner dans la réalisation des objectifs lui assignés, en plus de celui qu'il est censé bénéficier naturellement de la branche du Rassemblement d'où il est issu.

Alain Dasso

NOMINATION DU PREMIER MINISTRE

L'Union européenne et la Belgique boudent

Pour l'Union européenne et l'ancienne puissance coloniale, la nomination de Bruno Tshibala comme Premier ministre s'écarte de la lettre et de l'esprit de l'Accord de la Saint-Sylvestre.

Des réactions continuent à être enregistrées après la nomination vendredi dernier de Bruno Tshibala au poste de Premier ministre. Des partenaires extérieurs de la RDC ont commenté, eux aussi, à délier leurs langues pour donner leur avis sur cette nomination controversée à l'instar de l'Union européenne et de la Belgique. L'une et l'autre, se dit très inquiète de la suite des événements en RDC d'autant plus que cette nomination n'est pas du tout conforme à l'accord du 31 décembre. Tout en prenant acte, Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Didier Reynders a, dans un récent communiqué, indiqué que « cette nomination s'écarte de la lettre et de l'esprit de l'Accord de la Saint-Sylvestre, qui prévoyait la nomination d'un Premier ministre proposé par le Rassemblement ». S'appuyant à la résolution 2348 de l'ONU, le vice-Premier ministre et ministre belge des Affaires étrangères souligne la nécessité de la mise en œuvre intégrale de l'accord du 31 décembre 2016. Un point de vue qui n'est pas très loin de celui défendu par l'Union européenne qui pense que cette nomination est contraire « à la lettre et à l'esprit de l'Accord du 31 décembre 2016 ». L'UE se dit par ailleurs très préoccupée par l'absence de consensus sur le choix porté sur Bruno Tshibala tout en rappelant que « le rétablissement d'un large consensus national pour un gouvernement mandaté pour des élections avant la fin de l'année est au cœur dudit Accord ». Autant que la Belgique, l'UE déplore le fait que les autorités de transition ne disposent pas d'un large soutien nécessaire.

L'UE appuie, d'un autre côté, la nouvelle résolution 2348 que le Conseil de Sécurité des Nations unies vient d'adopter à l'unanimité, qui prie toutes les parties prenantes en RDC de mettre en œuvre sans délai l'Accord du 31 décembre 2016, en toute bonne foi et dans son intégralité.

A.D.

RASSEMBLEMENT DE L'OPPOSITION

De la marche pacifique à la ville morte

La marche pacifique initiée le lundi 10 avril par la coalition de l'opposition pour réclamer l'application de l'accord du 31 décembre s'est muée, par la force des choses, en une journée ville morte, faute des manifestants partagés entre l'envie de soutenir l'action et la peur de représailles.

Echec ou fiasco ? En tout cas, les uns et les autres ont une perception différente quant à l'initiative du Rassemblement de l'opposition d'organiser une marche pacifique le lundi 10 avril en vue de réclamer l'application de l'accord politique du 31 décembre. Les initiateurs avaient poussé l'outrecuidance jusqu'à appeler la population à une « mobilisation ultime » en vue de forcer l'alternance au sommet de l'Etat. La rue devrait, d'après les responsables du Rassemblement, gronder ce jour avec, pour point de chute, le Palais de la nation. Mais entre le discours et la réalité de terrain, il y avait une marge. Jusqu'en début d'après-midi du lundi, la marche annoncée avec pompe n'avait toujours pas commencé et jusqu'à la fin de la journée, aucun signe de manifestation de ce type n'a été signalé à travers la ville. Le déploiement, la veille, des forces de l'ordre et des unités de l'armée sur plusieurs coins de la capitale avait dissuadé de nombreux manifestants à ne pas s'hâsarder loin de leurs habitations. De nombreux jeunes étaient partagés entre l'envie de manifester et la peur de la répression. Un peu partout dans la ville, tout attroupement était vite dispersé par les policiers qui usaient de sommation à l'égard de plus téméraires. Des jeunes visiblement instrumentalisés n'ont hélas pu ériger des barricades sur les avenues ni brûler des pneus comme cela se fait habituellement en pareille circonstance.

La grande mobilisation générale décrétée par l'UDPS et ses alliés du Rassemblement n'a donc pas eu lieu. En lieu et place de la marche pacifique contre le pouvoir, c'est



: Le boulevard du 30 juin

une journée ville morte qui s'est imposée de fait. Seuls les véhicules de la police sillonnaient les rues et les avenues. Le transport en commun était quasi inexistant en ce début de semaine, hormis des bus Transco et quelques véhicules des particuliers circulant sans passagers ou presque. Sur les différents carrefours de Kinshasa (Place Victoire, Kintambo magasin, Echangeur, Pascal, Rond-point Ngaba etc), l'ambiance habituelle se recherchait encore jusqu'à la fin de la journée. À Limete, le quartier général de l'UDPS, la police a carrément quadrillé la zone au grand désarroi des simples passants systématiquement apostrophés par les policiers en faction. Le dispositif policier était également observé dans les périmètres de certains instituts d'enseignement supérieurs et universités afin de contenir la fougue éventuelle des étudiants. Bureaux et commerces fermés,

administration publique désertée, avenues dégarnies, parkings séchés etc, voilà à quoi a ressemblé Kinshasa en ce 10 avril. Une situation prévisible lorsqu'on sait que, la veille, la police avait déjà tiré la sonnette d'alarme en avertissant les manifestants : « La police nationale congolaise (PNC) empêchera l'exercice de toute manifestation publique à caractère politique, non autorisée à travers toute l'étendue du territoire national ». C'était tout dire.

« Un échec cuisant », d'après la Majorité présidentielle qui tourne en dérision la marche de colère du Rassemblement. « Manifester, c'est normal. Mais appeler à se liquer contre les institutions, c'est inacceptable. Vous êtes témoins que cette manifestation a été un échec cuisant. Aujourd'hui l'Opposition voulait démontrer qu'elle est populaire mais elle n'a pas réussi. Elle n'a pas pu faire une marche

déferlante », a déclaré Aubin Minaku, coordonateur de la Majorité présidentielle. Martin Fayulu (cadre du Rassemblement de l'opposition) n'est pas de cet avis. Il se dit totalement satisfait de cette journée qui s'est finalement muée en une ville morte. « Nous avons changé des stratégies vu les déploiements de la police et des militaires. Nous sommes totalement satisfaits de la journée d'aujourd'hui et finalement, ils nous ont aidés à transformer cette marche en une journée ville morte. Nous n'avons pas voulu mettre les gens en route pour que les forces de l'ordre viennent les tuer », a-t-il indiqué. Dans un cas comme dans l'autre, une chose est sûre, c'est que Kinshasa, cette mégapole de plus de dix millions d'habitants, a ressemblé le 10 avril en une ville en état de siège symbolisé par la forte présence militaire.

Alain Diasso

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr





LE RESEAU DES SMARTPHONES

**DUBAÏ À 2,
C'EST POSSIBLE
AVEC LA PROMO
TO SEPELA**

Jusqu'au **15 Avril**, atteins ton objectif journalier de consommation et gagne* un voyage, du cash ou un **Smartphone**.

AG Partners

*Par tirage au sort



VIE DES PARTIS

Les membres du PCT informés sur les conclusions de la quatrième session extraordinaire

Ceux-ci ont été informés de ces conclusions à l'occasion d'une assemblée générale extraordinaire tenue le dimanche 9 avril. Le point fort de cette assemblée générale était la restitution des travaux de la quatrième session extraordinaire du Parti congolais du travail (PCT) tenue du 30 mars au 1er avril à Brazzaville.

Dans son mot de circonstance, conformément à la rencontre de Brazzaville, Victor Foudi, président de la fédération PCT Pointe-Noire, a expliqué que le renforcement de la discipline et la cohésion au sein du parti est gage de réussite de toute organisation. Ces deux valeurs sont généralement menacées par le manque d'esprit militant, les choix irrationnels, les conflits interpersonnels, le repli identitaire et la mauvaise gestion de la situation sociale des cadres. « Pour encadrer efficacement cette discipline et maintenir constamment la

cohésion, le comité central a recommandé au bureau politique qu'une procédure d'urgence conforme aux dispositions statutaires et réglementaires soit engagée dans le traitement des cas d'indisciplines », a-t-il indiqué.

Ainsi en plus de la connaissance du communiqué final des travaux de Brazzaville, les membres du PCT Pointe-Noire ont aussi suivi avec attention les explications d'un document de leur parti intitulé, « Analyse pour une participation victorieuse du PCT aux élections de 2017 ». Exploitant ce document, Jean Théophile Ilobakima, secrétaire fédéral à l'organisation et aux ressources humaines a rappelé que conformément à la tenue dans les prochaines semaines des élections législatives, sénatoriales et locales, le PCT à l'obligation de mobiliser tous ses militants et tous ceux qui soutiennent le président Denis Sassou N'Guesso.

« Quelques causes des faiblesses des membres du PCT lors des



Tribune officielle de la cérémonie

précédentes élections de 2011 à 2016 sont énumérées à la page 6 de ce document à savoir l'indiscipline de certains cadres, le manque de cohésion, le déficit de complicité entre le parti et certains de ses cadres élevés dans les administrations et institutions publiques, l'investiture tardive des candidats, la mise à

disposition tardive de l'appui du parti aux candidats investis, la mauvaise gestion des fonds de campagne par certains responsables, la mauvaise gestion de la situation sociale des cadres du parti, le démantèlement des structures intermédiaires et de base du parti, certaines contres performances de l'action gouver-

nementale, les effets subversifs des influences extérieures de l'occident, la terreur exercée par l'opposition dans certaines localités », a-t-il signifié.

Notons que ces assises ont été rehaussées de la présence du membre du bureau politique du PCT, Anatole Collinet Makosso.

Séverin Ibara

CONVENTION D'AFFAIRES LISANGA

Les inscriptions pour la 1^{ère} édition se poursuivent

Lancées le 20 février dernier, les inscriptions pour la 1^{ère} édition de la convention internationale d'affaires dénommée « Lisanga » organisée par la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers (CCIAM) de Pointe-Noire se poursuivent jusqu'au 31 mai prochain. L'évènement destiné aux entreprises d'Afrique, d'Europe et d'ailleurs qui s'intéressent au continent africain se déroulera du 12 au 14 juin dans la capitale économique congolaise.



Un vue de la Chambre de commerce de Pointe-Noire

Les inscriptions en vue d'y participer se font uniquement en ligne sur le site www.lisanga.net où les intéressés peuvent aussi trouver toutes les informations nécessaires (conditions d'inscription, fiche de rendez-vous, demande de participation...). Lesdites inscriptions sont ouvertes à toute entreprise, petite ou grande répondant aux critères. Cela, sans considération de secteur d'activités. « Tout se fait en ligne », a précisé Sylvestre Didier Mavouenzela, président de la CCIAM, indiquant : « Même les rendez-vous se prennent en ligne par les entreprises elles-mêmes en tenant compte des profils des autres inscrits. Cela se fait à partir d'une fiche que l'entreprise intéressée doit remplir tout en indiquant ses attentes ». Plusieurs inscriptions ont déjà été enregistrées. Il s'agit des entreprises de différents pays notamment : Congo, RDC, Niger, Tunisie, France...

Initiée par la Chambre de commerce de Pointe-Noire, la convention Lisanga est organisée en partenariat avec des Chambres

de commerce et d'industrie et les organisations patronales soucieuses de proposer des solutions adaptées au développement des entreprises de leurs pays et territoires. L'activité a pour objectif de permettre aux dirigeants et responsables d'entreprises d'Afrique, d'Europe et d'ailleurs de se rencontrer, d'échanger sur leurs besoins, leurs compétences, leurs produits afin d'envisager des collaborations, partenariats, affaires mais surtout de tisser des liens entre eux.

La Chambre de commerce de Pointe-Noire entend offrir à travers Lisanga, un environnement et des conditions de travail optimisés pour encourager et faciliter la rencontre et les échanges entre les participants. La convention Lisanga est aussi une manière pour la CCIAM de capitaliser l'expérience acquise au niveau du Forum international Green business (FIGB), grande activité sur l'économie verte qu'elle organisait chaque année. Les deux évènements sont des activités qui vont alterner tous les deux ans.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

A VENDRE

PARC AVENTURES DE BRAZZAVILLE FOND DE COMMERCE :

2000m2 de parc récréatif de jeux comprenant

- 1 salle de jeux intérieur de 1500m2
- 1 espace d'activités extérieur de 400m2
- 1 parking de 100m2
- 1 cuisine professionnelle équipée
- 1 étage mezzanine de 200m2 de bureaux

OUVERT même les Jours FÉRIES

PARC AVENTURES BRAZZAVILLE

Tu joues, tu sautes, tu ris

1^{er} Parc récréatif couvert au Congo | Matériel ludique homologué


Coin Bébé


Trampolines


Salle Anniversaire


Coin Garderie


Piscine à Balles


Toboggans

Ouvert tous les jours
du Dimanche au Jeudi de 10h à 20h
Vendredi & Samedi de 10h à 21h

Entrée principale Mpila à côté du Magasin ZARA
entrée secondaire 308 Av de la Tsiémé
+2424 06 413 38 22 / Facebook : Parc aventures

Nous contacter au 06 662 39 00

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION TOTAL

L'AC Léopards de Dolisie s'offre Mbabane Swallows dans le money time

L'Athlétic club Léopards s'est imposé (1-0) le dimanche à Dolisie face aux valeureux Mbabane Swallows du Swaziland en match aller du tour de cadrage en vue d'intégrer les poules de la C2.

Le sauveur des Fauves du Niari s'appelaient Junior Makiessé. Il a inscrit l'unique but de la rencontre à la 88e minute pour récompenser le gros pressing exercé par le club de Dolisie durant tout le match. Mbabane Swallows tenait, en effet, son match nul sans but. Mais à deux minutes de la fin du temps réglementaire, Junior Makiessé de manière assez opportuniste sur un corner de Rozan Varel, prolongé de la tête par Guy Mbendza, a changé le résultat. Il a soulagé ses coéquipiers en ajustant le gardien Sindilé Ginindza, du pied droit. Son tout-premier but en compétition permet à l'AC Léopards de garder espoir et de préparer avec plus de concentration le dernier acte le 15 avril à Mbabane, la capitale du Swaziland. Derrière ce but de la victoire et l'engagement retrouvé, le club dolisien a montré les faiblesses à corriger au plus vite : l'inefficacité devant les buts. Cette panne d'inspiration des attaquants de l'AC Léopards ne date pourtant pas de ce match. Cela avait sauté aux yeux quand les Fauves du Niari ont affronté UMS de Loum du Cameroun et Saint George d'Ethiopie en Ligue des champions. Face à Mbabane, les attaquants des Léopards de Dolisie ont proposé quelques beaux mouvements offensifs qui témoignaient leur volonté à retrouver les couleurs. Le manque de lucidité sur plusieurs situations de buts qu'ils ont réussies à créer, a été leur principal défaut. L'efficacité devant les buts les fuyait depuis la 6e minute quand Winstone Kalengo, dans une position qu'il affectionne ne cadre pas sa frappe. Mbabane avait aussi des solides arguments à proposer. Dix minutes plus tard, le coup franc de Sipiso Mabila oblige Trésor Elenga (qui remplaçait Lutunu Dulé) à sortir l'arrêt que grande classe pour éviter l'ouverture du score des vi-



Junior Makiessé délivre l'AC Léopards à la 88e minute/ photo Kwamy

siteurs. Les Léopards ne seront non plus aidés par le mauvais choix de Junior Makiessé sur un service de Kalengo. Seul au point de penalty, il choisit de contrôler d'abord au lieu de reprendre en première intention à la 37e minute. Le geste qui ne lui a pas réussi confirmait bien les difficultés offensives de l'AC Léopards. A la reprise, le gardien de Mbabane Swallows a, à lui seul, permis à son équipe de rester en vie jusqu'aux derniers instants du match. Sindilé Ginindza sort la tête de l'international zambien de l'AC Léopards par un arrêt peu académique à la 47e minute avant de se montrer aussi décisif sur celle d'Harris Tchilibou à la 62e minute. Sa claquette sur la puissante frappe de Bissiki à la 71e minute a été aussi impressionnante. La concentration a fait défaut sur le centre parfait de Bissiki à la 73e qui passait devant trois attaquants de l'AC Léopards sans qu'aucun d'eux ne puisse couper la trajectoire. Le but de Makiessé a fait plier une équipe de Mbabane Swallows solide et bien construite.

Seule la fin justifie les moyens. L'AC Léopards se contente de ce maigre avantage même si l'idéal était d'avoir un avantage conséquent. Le champion du Congo paraît tout de même soulagé d'avoir réussi à effacer le souvenir d'une défaite amer à domicile le 12 mars face à Saint-George.

Avec un état d'esprit retrouvé, les Fauves du Niari ont l'obligation de confirmer au Swaziland sinon ils diront adieu à la campagne africaine. Le score obtenu est nettement mieux qu'un (0-0), (1-1) ou encore une défaite à Dolisie. En rappel, cette saison, les Léopards avaient tenté cette expérience. Ils étaient partis au Cameroun avec ce maigre avantage. Du retour de Douala, les hommes de Rémy Ayayou Ikounga ramenaient la qualification après s'être inclinés (1-2). Les Léopards de Dolisie savent donc ce qui leur reste à faire pour se maintenir. « Nous avions manqué beaucoup de buts. Si on était réaliste, je suis sûr et certain qu'on aurait dû beaucoup scorer. Ce sont des choses qui arrivent. Nous allons essayer de réparer, recadrer les choses avant notre déplacement au Swaziland. Nous n'irons pas jouer à la défensive. Nous allons nous préparer en conséquence », a déclaré Roger Elie Ossiété, le coach adjoint des Léopards de Dolisie. « Nous allons nous préparer pour le match retour parce que nous avons en face l'AC Léopards qui n'est pas une petite équipe. Ils l'ont prouvé sur le terrain. C'est une très bonne équipe à prendre au sérieux », a ajouté Thabo Koki Vilakati, le coach de Mbabane Swallows.

James Golden Eloué

AFRIQUE CENTRALE

Le FMI, les Etats et le risque de dévaluation du franc CFA

Plongés dans la récession économique inhérente à la baisse drastique des cours des matières premières dont le pétrole, les pays d'Afrique centrale cristallisent l'attention. Notamment face au risque et aux rumeurs rampantes sur une éventuelle dévaluation du franc CFA, leur monnaie commune. Alors qu'ils s'engagent dans un programme de redressement économique, les experts y voient un moyen de préserver la stabilité monétaire.

A la question de savoir si le programme de redressement économique en cours de négociation entre le Fonds monétaire international (FMI) et les pays d'Afrique centrale peut lever les inquiétudes sur une éventuelle dévaluation du franc CFA émis par la BEAC, Kalonji Kadima, représentant résident de ce fonds au Cameroun répond sans détour.

« Il est important, à travers les programmes de redressement économique, de pouvoir s'assurer et de reconstituer les réserves internationales de la sous-région qui ont fortement baissé du fait de la chute des prix du pétrole. En reconstituant ces réserves on pourra se prémunir d'une des pressions qui pourraient être exercées sur la monnaie », espère-t-il.

En effet, entre l'année 2014 et 2016, les réserves internationales de change des pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (Cémac) que sont le Cameroun, le Congo, la Centrafrique, le Gabon, la Guinée Equatoriale et Tchad sont passées d'environ 9000 milliards

de FCFA à seulement 3000 milliards. Ces faibles réserves de change sont devenues la clé de voûte du débat qui a surgi sur la non-conformité du taux de change actuel du franc CFA émis par la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC). Sur la question, les chefs d'Etat des six pays, réunis le 23 décembre 2016 à Yaoundé, au Cameroun, en présence de la directrice du FMI, Christine Lagarde, ont eu une réaction on ne peut plus claire. « Les chefs d'Etat ont décidé d'ouvrir et de conclure à brève échéance des négociations bilatérales avec le Fonds monétaire international pour mieux structurer les efforts d'ajustement de leurs Etats et les accompagner vers une sortie de crise », indiquait le communiqué final de cette rencontre. Mais en soulignant tout de même que « le renforcement de la stabilité macro-économique ne nécessite pas un réajustement de la parité monétaire actuelle, plutôt des efforts d'ajustement sur les plans intérieurs et extérieurs assortis de réformes structurelles adéquates ».

Réformes structurelles

Tout l'intérêt des gens ordinaires dans la région est cependant concentré sur les réformes et les efforts d'ajustement attendus dans ces pays. Réformes et efforts qui, faut-il l'avouer, se transforment souvent en dérive sacrificielle pour les pauvres et faibles, comme cela était le cas au cours des années 1980 et 1990.

Selon le FMI dont les équipes descendent depuis quelques dans ces pays dont deux (le Tchad et la RCA) étaient en programme et quatre négocient le nouveau programme, les négociations en cours devraient bien se nourrir des leçons du passé. Et l'ajustement des politiques éco-

nomiques « rapide » préconisé afin d'établir les équilibres macroéconomiques va s'appuyer sur un socle d'actions loin d'être un supplice pour les couches vulnérables.

Il s'agit entre autres de rationaliser les dépenses publiques tout en préservant les dépenses sociales prioritaires, donner la priorité aux dépenses d'investissement publique pour favoriser celles qui ont le plus gros impact sur la croissance économique, réduire le recours à l'endettement non concessionnel au profit des ressources concessionnelles, élargir l'assiette fiscale de manière à augmenter les recettes non pétrolières. Des réformes sont aussi nécessaires, selon le fonds, pour diversifier les économies, stimuler le secteur public et augmenter l'intégration régionale. Cela, en améliorant le climat des affaires, l'inclusion financière, la libre circulation effective des biens et des personnes.

« Il est important de se prémunir de la dépendance vis-à-vis du pétrole en diversifiant l'économie et en mettant en place des réformes qui permettront au secteur privé, notamment, d'émerger et de promouvoir une industrie de secteurs hors pétrole qui seront porteurs de la croissance », pense Kalonji Kadima qui présentait, le 7 avril à Libreville au Gabon, les perspectives économiques de la région Cémac à un groupe de journalistes venus des six Etats. Il estimait, que loin d'être un sujet d'inquiétude, un programme entre le FMI et les six pays s'il venait à être conclu, sera une opportunité pour ces pays. « Le FMI va, en plus de mettre ses propres ressources financières à la disposition des Etats de la Cémac, aider à catalyser les ressources des autres partenaires financiers », concluait-il.

Thierry Nougou

MUSIQUE

Zao merveilleux sur la scène de l'IFC

C'est dans une salle de l'Institut français du Congo (IFC) remplie de bout en bout par un public métissé et de tous âges composé d'Africains, d'Européens et d'Asiatiques que l'artiste musicien Casimir Zoba Zao, a donné un merveilleux concert dans le cadre de la célébration de ses 35 ans de carrière musicale, le 08 avril 2017.

Tout commence à 18h30, le hall de l'IFC est noir de monde. Une longue queue d'attente pour l'achat des billets d'accès dans la salle Savorgnan de Brazza. A l'intérieur, le décor est planté, une scène bien dressée pour la circonstance. Prévu pour 19h00, c'est finalement à 19h40 que la soirée musicale en l'honneur des 35 ans de carrière musicale de Casimir Zoba Zao commence. Le groupe Brassart (brassage des arts) présidé par Stafio, ancien étudiant de l'Institut national des arts (INA) de Kinshasa en République démocratique du Congo, ouvre le bal. « Aujourd'hui, on va fêter avec le grand Zao », déclare l'artiste. Sur les traces de Zao, Stafio a interprété deux chansons parmi lesquelles, Suzanne.

Après, le groupe Kongo Salsa est monté sur scène. Ce groupe qui existe depuis 1998, dissident du groupe S.O.S Salsa est composé d'anciens étudiants congolais à Cuba. Davy Americano leader du groupe et ses coéquipiers ont exécuté deux chansons, Chikito suivi de l'interprétation de la chanson Africa des Bantous de la capitale. Les spectateurs ont applaudi la souplesse et la dextérité des Salseros de S.O.S Salsa.

20h20, le groupe de Zao monte sur scène, 8 instrumentalistes, 4 choristes dont 3 dames et un homme. Pendant ce temps, l'artiste du jour, Casimir Zoba Zao, derrière les rideaux entonne un acapela sous forme d'hommage ; un geste spectaculaire pour la beauté du concert. Puis, il fait son apparition au public par la chanson Africa ya etumba. Ce n'est pas un Zao en tenue militaire ou en grand boubou, mais en costume noir, chemise blanche, Jean's bleu et une chaussure botte de marque santiago, assortie d'un feutre sur la tête. Il a ensuite entamé une chanson en empruntant un rythme du groupe Moukoukoulou le peuple.

Artiste humoriste, mais profond, l'exceptionnel Zao a débuté avec son répertoire très apprécié par les mélomanes de tout horizon par la chanson, Mama na bana contenue dans l'album *Aiguille*. S'en est suivie la chanson Sorcier ensorcelé. « C'est du jamais vu, tel est pris qui croyait prendre », dit-il dans ce titre. Zao a servi ensuite à son public la chanson Adam et Eve dans laquelle il reproche à ces êtres originels le fait d'avoir mangé le fruit interdit. La chanson Lili Marlène du chanteur français Jacques DutroncUn a été également interprété par Zao pour son public européen en général et français en particulier, présent dans la salle.

Parmi les invités, l'admirateur de Zao de tous les temps, l'artiste musicien Youyou Mobangé. Ce jeune a interprété au souhait de Zao, la chanson Soulard et Africa time alors que Zao exhibait ses talents de percussionniste. Outre Youyou Mobangé, il y a eu d'autres invités comme reggaeman congolais Haïdjamann, qui a chanté pour le public La lampe tempête.

Reprenant le micro, Zao s'est exprimé en ces termes. « 35 ans ce n'est pas petit. Je suis en train de lutter encore et je pense toujours à la musique, car la musique c'est la joie, la gaieté. » La grande surprise de la soirée, c'est l'interprétation de la chanson Joyeux anniversaire pour les 35 ans de sa carrière musicale, accompagnée de la remise d'un bouquet de fleurs.

Après quoi, l'artiste du jour a successivement chanté Béatrice, Corbillard, Zao, Mazabara et Chérie Annie. Comme pour respecter la tradition, Zao a changé de tenue. Après le costume il a porté son grand boubou pour interpréter Mama Lusabeta composé par l'écrivain Sauve Gérard ; Wélé ; Moustique dans laquelle, il livre le message suivant « tu es romantique, tragique et impudique. Toutes les mairies du monde luttent contre toi, mais tu es toujours vivant... »

Enfin pour boucler la soirée, Zao a porté sa traditionnelle tenue militaire pour interpréter sa chanson emblématique Ancien combattant. Un message fort « Jettez vos armes, tenons-nous la main dans la main ».

Rappelons que Casimir Zoba Zao est né le 24 mars 1953 dans le district de Goma Tsé-Tsé (département du Pool). Sa véritable carrière débute avec la réception du prix « Découverte » de Radio France internationale en 1982 avec la chanson Sorcier ensorcelé.

Bruno Okokana